Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Montreuil, le 23/03/2017

Réponse aux questions du Pharmacien de France

Bonjour,

Pour monter la cohérence de notre démarche, nous avons préféré apporter une réponse globale à vos questions .

Un constat...
Deux à trois millions de personnes n'ont pas accès aux soins. Les déserts médicaux ne concernent plus seulement les campagnes mais s'étendent aux banlieues et quartiers de plusieurs grandes villes, y compris Paris. Les médecins partis en retraites ne sont pas remplacés et les pharmacies de zones rurales sont contraintes de fermer, les déserts médicaux deviennent aussi des déserts pharmaceutiques.

En raison de la règle des quotas, la couverture du territoire en pharmacies n'est pas aussi inégalitaire que ne l'est la répartition des médecins en France. Cependant au sein des grandes villes, on constate souvent une concentration des officines dans les centres villes et leur absence dans des quartiers populaires. Cette concentration explique en partie les faillites et fermetures d'officines devenues non rentables en raison de la concurrence.

Forfaits, franchises médicales, déremboursements de médicaments, dépassements d'honoraires des médecins, augmentation des tarifs des complémentaires santé, les assurés sociaux sont les premiers victimes des politiques gouvernementales, un tiers d'entre eux doivent renoncer à des soins selon des études. Par ricochet des pharmaciens sont aussi touchés par ces politiques d'austérité, le chômage atteint désormais cette profession à un niveau élevé.
Les petites pharmacies subissent aussi les politiques gouvernementales qui ont réduit leurs marges tout en favorisant l'industrie pharmaceutique qui se porte fort bien ! Ce marché mondial dépasse les 1000 milliards de dollars avec des taux de profits considérables (plus de 20%) Son premier poste de dépense n'est pas la recherche médicale mais le marketing. Les capitalistes de « Big Pharma » aiment moins notre santé que leurs profits. La santé ne doit pas être une marchandise, c'est le système de santé à tous les niveaux qu'il faut transformer
Et notre réponse : notre santé et nos vies valent plus que leurs profits, il faut un service public du santé !

Surprofits sur le dos des malades et de la Sécu, pathologies du Sud oubliées, scandales de santé, alertes négligées, corruption des décideurs de santé... Il faut mettre fin au pouvoir des actionnaires. Le médicament est un bien commun. Il doit nous appartenir à travers un service public du médicament !
Nous soutenons toutes les exigences portées par le mouvement social, les lanceurs d'alerte. Celles de Médecins du monde pour baisser le prix des médicaments, celle de la revue indépendante Prescrire pour une expertise indépendante des médicaments et la fin de la promotion des produits pharmaceutiques par des visiteurs médicaux , l'exigence d'une formation médicale indépendante des labos...
Nous ne voulons pas seulement « contrôler » « Big Pharma », il faut aussi orienter la recherche réellement en fonction des besoins de santé publique. Aucun conseil

Philippe Poutou
Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Montreuil, le 23/03/2017

d'administration ne prendra le risque d'une recherche non rentable. Pour arracher le pouvoir de décision aux actionnaires et créer un service public du médicament, sous le contrôle des salariés, des associations, des scientifiques indépendants, des peuples, pour définir les priorités de santé il faut exproprier l'industrie pharmaceutique en France et dans toute l'union européenne...

Il faut aussi que les essais cliniques soient non seulement transparents, publics et consultables, mais orientés réellement et dès le départ par la recherche du meilleur service médical rendu, et pas par la volonté de profit. Pour cela, il faut exiger qu'ils soient réalisés par des médecins chercheurs indépendants des laboratoires.

Il faut aussi en finir avec les brevets, le cœur du moteur des profits du capitalisme pharmaceutique qui prive ceux qui n'ont pas de revenus du droit à ces biens communs que devraient être les médicaments. C'est pourquoi nous soutenons sans réserve les associations de malades du Sud privés de médicaments qui exigent le droit aux licences obligatoires pour produire moins cher malgré les brevets.

L'avenir de la médecine générale n'est pas dans le paiement à l'acte et la liberté d'installation. L'avenir de la pharmacie n'est pas dans le modèle commercial actuel.

Nous proposons de créer un service public de santé de proximité avec des centres pluridisciplinaires répartis sur tout le territoire et qui rassemblent tous les acteurs de la santé (généralistes, spécialistes, dentistes, labos et radiologie, nutritionnistes, infirmières, kinés, accueils psy...et usagers). Les pharmacies doivent être intégrées à ce service public de santé, et les professionnels (pharmaciens, préparateurs) doivent non seulement délivrer des médicaments et matériels pharmaceutiques, mais leur rôle doit être renforcé pour l'information, la prévention, l'éducation à la santé en lien avec tous les acteurs concernés. Ces centres doivent être financés par la sécurité sociale gérée par les assurés sociaux élus et révocables. Les modalités de paiement des professions doivent être négociées avec toutes les professions concernées (salariat, capitation, paiement à l'ordonnance...) ..et le niveau de qualification bénéficier de leur juste rémunération.

Pour les patients tous les soins utiles doivent être remboursés à 100 % et le tiers payant généralisé.

Nous sommes donc contre la fermeture des pharmacies, indispensables au maillage santé de tous les territoires, surtout les plus fragilisés. Et farouchement contre.

Si nous sommes pour l'intégration des pharmacies dans un service public de santé de proximité, nous sommes évidemment contre l'entrée de capitaux extérieurs à la profession par des groupes pharmaceutiques, des génériqueurs, des grossistes répartiteurs, des mutuelles ou des fonds de pension, qui orienteraient encore plus les prescriptions selon les intérêts des labos, au détriment d'un choix basé sur la meilleure balance bénéfices/risques. Nous sommes donc aussi contre la délivrance de médicaments par les grandes surfaces, qui ne ferait qu'aller au bout de cette logique, et favoriserait encore la fermeture des petites officines.

Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Montreuil, le 23/03/2017

Si les prix de certains médicaments baissent, on voit au contraire l'explosion des prix de certains autres (anti-cancéreux, traitements de l'hépatite C…). Une explosion qui profite d'abord aux grands groupes industriels, ponctionne la Sécu et prise de nombreux patients d'accès aux soins. Dans ce bras de fer, les pharmaciens sont souvent perdants. Soit devenir de plus en plus dépendants des groupes pharmaceutiques ou de la grande distribution, ce que nous refusons, où se recentrer sur leur cœur de métier à savoir la prise en charge pharmaceutique des patients, l'éducation thérapeutique, le dialogue avec les médecins sur les prescriptions, et sur cette base, exiger une rémunération qui la rétribue, c'est la solution que nous préconisons. Elle permettrait d'être beaucoup moins commerçant, et beaucoup plus pharmacien!

Philippe Poutou